

# OPÉRATION DERNIÈRE CHANCE

Die meisten Nazi-Mörder blieben unbehehligt - auch in Österreich.  
Bitte helfen Sie, die noch lebenden KZ-Wächter, Gestapo-Schergen und Massenmörder zu finden und vor ein österreichisches Gericht zu stellen.  
Jeder Hinweis der zur Verurteilung eines Nazi-Kriegsverbrechers führt ist € 10.000,- wert. Danke für Ihre Unterstützung der Gerechtigkeit.

[www.kriegsverbrecher.at](http://www.kriegsverbrecher.at)  
Informationen bitte an: Simon Wiesenthal Center, Tel. (gebührenfrei): 0800 204 054  
Post: Mendele Street 1, 92147 Jerusalem, Israel; E-mail: swcjerus@netvision.net.il

SIMON WIESENTHAL CENTER  
TARGUM SHLISHI

*Titre de la campagne en Autriche: «Les meurtriers sont parmi nous».*

Par le Dr Efraïm Zuroff \*

Au cours de la dernière semaine de janvier 2005, deux événements concernant la Shoah ont eu lieu à Berlin, événements significatifs quoique contradictoires. Le 26 janvier, lors d'une conférence de presse au Bundestag, le Centre Simon Wiesenthal lançait l'«Opération de la dernière chance», offrant des récompenses jusqu'à 10'000.- euros pour toute information conduisant à la comparution devant la justice de criminels de guerre nazis; le jour suivant, au cours d'une cérémonie officielle dans le même édifice, l'Allemagne marquait le 60<sup>e</sup>

anniversaire de la libération du camp de Auschwitz-Birkenau.

Si l'on prend en compte que six décennies se sont écoulées depuis la fin de la mise en œuvre systématique de la Solution finale dans le plus notoire des camps nazis, est-il encore possible de poursuivre les exécuteurs de la Shoah afin qu'ils répondent de leurs actes? Les dernières statistiques sur les poursuites judiciaires de criminels de guerre nazis à travers le monde ainsi que les résultats de l'Opération de la dernière chance dans les huit pays où elle a été lancée avant l'Allemagne prouvent incontestablement la faisabilité de cet objectif.

L'Opération de la dernière chance a été mise au point par Aryeh Rubin, fondateur et président de la Fon-

**HOLOKAUST JE IZVRŠEN I U HRVATSKOJ.  
NITKO NE MOŽE PROMIJENITI POVIJEST.**

Centar Simona Wiesenthala nudi nagradu od  
**10.000 \$**  
za informaciju koja bi dovela do kazne  
za nacističke zločine počinjene u II. svjetskom ratu.

**POMOZITE DA KRIVCI IZABU PRED LICE PRAVDE.**

**KONTAKT** Informacije: 00 972 71 5108 Simon Wiesenthal Center - Izrael 05108  
Broj telefona: 011 31 2424 2424 Targum Shlishi  
Bina grada Talmara 28 Jerusalem 92417  
11000 Zagreb ISRAEL

*En Croatie, l'Opération de la dernière chance a bénéficié du soutien du président Stjepan Mesic.*

dation Targum Shlishi, située à Miami en Floride; au cours des quinze dernières années, A. Rubin a soutenu de façon active le Centre Simon Wiesenthal dans ses efforts pour faire juger les criminels nazis par les tribunaux. Comme chaque jour qui passe réduit les chances de réaliser cette mission, il a estimé qu'il fallait adopter une démarche plus motivante, incluant des récompenses en argent. Grâce à une importante contribution de sa part, le projet a pu être initié: il s'agit d'une entreprise commune de Targum Shlishi et du Centre Wiesenthal. Le bureau du Centre à Jérusalem a été chargé de la réalisation et de la coordination du projet.

L'Opération de la dernière chance a officiellement démarré en juillet 2002 en Lituanie (le 8), en Estonie (le 10) et en Lettonie (le 11). Plusieurs raisons justifiaient le choix des États baltes comme premiers terrains de mise en œuvre pratique. En premier lieu, le rôle prédominant joué par la population locale dans le massacre des Juifs et le taux extrêmement élevé de victimes dans ces trois pays. (Plus de 95% des Juifs vivant en Lituanie, en Estonie et en Lettonie pendant l'occupation nazie ont été assassinés.) Le fait que presque toutes ces personnes ont trouvé la mort près de leurs domiciles (plutôt que dans les camps de la mort en Pologne) augmentait les chances d'obtenir des informations concernant l'identité des assassins. De plus, étant donné qu'un nombre relativement important de criminels nazis locaux ont été jugés et condamnés par les autorités soviétiques à l'issue de la

guerre, nous avons misé sur la collaboration de ceux qui avaient déjà purgé leur peine et étaient revenus dans leur pays d'origine; contre une rétribution financière, ils seraient peut-être disposés à révéler les noms de leurs complices. Certes une telle collaboration soulève un dilemme moral insurmontable mais le fait est que pour nombre de ces tueries, seuls les exécuteurs se sont avérés capables d'identifier les autres participants au crime et ils constituent souvent l'unique espoir de découvrir quelques-uns des responsables et de les faire comparaître devant un tribunal. L'opération a été lancée par une conférence de presse tenue dans chacune des capitales; des annonces ont ensuite été publiées dans les médias nationaux, évoquant surtout les atrocités commises par la population locale. Ainsi, les illustrations publiées en Lituanie montraient l'épisode particulièrement barbare du garage Lietukis à Kovno, où plus de cinquante Juifs ont été massacrés par une bande de Litoniens brandissant des leviers, introduisant des tuyaux d'incendie dans la bouche de certaines victimes et ouvrant les robinets d'eau jusqu'à ce que leurs estomacs éclatent. Une foule d'hommes, de femmes et d'enfants ont été témoins de cette tuerie, applaudissant chaque fois qu'un Juif succombait. Après la mort du dernier, ils se mettaient à chanter l'hymne national lituanien. La légende sous l'illustration disait: «Le judaïsme lituanien ne s'est pas simplement évanoui dans la nature. Les Juifs ont été brutalement assassinés à Ponar (Vilnius), au Fort IX (Kaunas), dans la forêt de Kuzai (Siauliai) et dans plus d'une centaine d'autres lieux de massacre.» Outre la promesse d'une récompense de \$.10'000, l'annonce publiait les numéros de téléphone de la communauté juive locale, du procu-

**Nazi-Mörder sind noch unter uns**

**Nutzen Sie die letzte Chance!**

Gesucht werden NS-Verbrecher, die bis heute nicht zur Rechenschaft gezogen worden sind. Mörder laufen frei herum und genießen ihren Lebensabend.

Wenn Sie damit nicht einverstanden sind, dann helfen Sie bitte, die Täter zu finden und vor Gericht zu stellen. Unterstützen Sie die „Operation Last Chance“, denn es ist wirklich die letzte Chance. Noch ist es möglich.

Das Simon Wiesenthal Center und die Targum Shlishi Foundation setzen für Hinweise, die zur Verurteilung und Bestrafung eines Nazi-Mörders führen, eine Belohnung von 10.000 € aus.

**SIMON WIESENTHAL CENTER**  
Dr. Elzsin Zareff

**TARGUM SHLISHI**  
Aryeh Rubin

Informationen bitte an:  
Simon Wiesenthal Center,  
**Telefon: 0 30 / 695 695 54**  
Post: Mendele Street 1, 90147 Jerusalem, Israel  
E-Mail: [100jerrund@nermission.net.il](mailto:100jerrund@nermission.net.il)  
[www.operationlastchance.com](http://www.operationlastchance.com)

Danke für Ihre Unterstützung.

Kooperationspartner in Deutschland: [bonenly.concerned.eu](http://bonenly.concerned.eu), [www.bonenly.concerned.org](http://www.bonenly.concerned.org)

*La campagne en Allemagne.*

HOLOKAUSTI AJAL AITASID KOHALIKUD  
KASILASED NATSIDEL MÖRVATA  
TUHANDEID JUUTE NII EESTIS KUI  
TEISTES RIIKIDES

SIMON WIESENTHALI KESKUS JA TARGUM ŠIŠIŠI PANEVAD VALJA

**10 000 USA DOLLARI  
SUURUSE TASU**

INFORMATSIOONI EEST, MIS AITAB NATSI SOJAKURJATEGIAID  
KOHITU ALLA ANDA JA KÄRISTADA

AEDAKE VOTTA VASTUFUUSELE NEMETATUD KURITEGUDES SUUDE  
OLEVAD ISIKUD



KLEKKARAKNINGSUUNAKES, EESTI SIMON WIESENTHALI KESKUS AASTA

KONTAKTANOMES  
SIMON WIESENTHALI KESKUS EESTIS  
tel 140-791-0000

SIMON WIESENTHALI KESKUS ENKAALIS  
1 Mendele St., Jerusalem 92147 • Faks: 972-2-502-1276 • Email: [csj@simon Wiesenthal.org](mailto:csj@simon Wiesenthal.org)

Dr. Eliahu Zurell      Aryeh Rubin  
Simon Wiesenthal Center      Targum Šiši

*La campagne en Estonie.*

leur chargé d'instruire les crimes des régimes totalitaires (nazis et communistes) ainsi que ceux du bureau israélien du Centre Wiesenthal.

En Lituanie, nous avons bénéficié de l'assistance fournie par la communauté juive locale, dirigée par le Dr Shimon Alperovich, qui a accepté de nous représenter sur place et d'enregistrer les informations provenant suite à l'annonce. Le travail en coopération avec un représentant local s'est en général avéré plus compliqué que prévu. Nous avons estimé que les communautés juives locales s'empresseraient de soutenir le projet et de fournir l'assistance technique nécessaire, mais il n'en a rien été. En fait, dans plusieurs pays, notamment en Estonie et en Allemagne, les responsables juifs locaux ont carrément refusé de coopérer; la communauté lettone s'est même permise de critiquer publiquement l'opération, en dépit de son assentiment initial.

Cette opposition de la part des communautés locales provenait pour une bonne part de la crainte d'une flambée d'antisémitisme en contrecoup à la chasse aux criminels nazis. Bien entendu, toutes les communautés concernées partageaient ce souci mais certaines, comme celles de Lituanie et de Roumanie (dirigée par feu le Pr Cajal et par Julian Sorin), ont malgré tout choisi de fournir un excellent soutien logis-

tique au projet tandis que d'autres se sont jointes au chœur des critiques locales. En considérant rétrospectivement les réactions des communautés juives, il s'avère qu'elles n'étaient pas nécessairement liées à leur importance numérique (la Roumanie compte environ 9000 Juifs, la Lituanie 5000, l'Allemagne 100'000 et la Lettonie 3000), mais plutôt au courage de leurs dirigeants et à leur détermination à faire juger les criminels (facteur souvent influencé par le fait d'avoir eu des membres de leurs familles assassinés dans ce pays pendant la Shoah).

Au cours de la première année de sa mise en œuvre, l'Opération de la dernière chance a reçu les noms de plus de 200 suspects, la plupart de Lituanie. Encouragés par ce succès, les initiateurs du projet ont décidé de l'étendre en septembre 2003 à la Pologne, à la Roumanie et à l'Autriche. Nous avons adopté une ligne directrice consistant à concentrer nos efforts exclusivement dans les pays où la population locale et/ou son gouvernement (par exemple la Roumanie) ont joué un rôle actif dans la destruction de leur communauté juive ou de Juifs d'autres nationalités. Dans les États baltes, ce rôle est un fait notoire mais sa reconnaissance dans les trois pays mentionnés ci-dessus relève d'un processus plus complexe. Ainsi, on sait que les Polonais ont été eux-mêmes durement opprimés par les Nazis (trois millions de citoyens, dont un pourcentage important de l'intelligentsia

LIETUVOS ŽYDAI NEDINGO! JIE BUVO  
ŽIAURIAI IŠŽUDYTI PANERIUOSE (VILNIUS), IX  
FORTE (KAUNAS), KUŽIUOSE (SIAULIAI)

Ir dar daugiau nei šimte kitų vietų

Simono Vyzentelio centras ir fondas "Targum Šiši" siūlo

**10,000 JAV DOLERIŲ ATLYGĮ**

už informaciją, leidžiančią apkaltinti ir nuteisti  
nacių karo nusikaltėlius.

Padėkite patraukti teisminės atsakomybės žmones,  
atsakingus už šiuos nusikaltimus.



Kontaktams: Simon Wiesenthal Center  
8 King St. East Suite 1300  
Toronto, Ont. M5C 1B5  
Tel. (416) 866-9715  
Fax. (416) 864-1381

Simon Wiesenthal Center - Israel  
1 Mendele St., Jerusalem 92147  
Israel  
Faksas: (972) 2-502-1276  
[csj@simonwiesenthal.org](mailto:csj@simonwiesenthal.org)

Generālais patsvarstītājs  
R. Šišičovs g. 4  
Vilņa, Lītuva      Dr. Eliahu Zurell      Aryeh Rubin  
Telefons (370-5) 2602158      Simon Wiesenthal      Targum Šiši  
Faksas (370-5) 2602117      Centrs

*«Opération de la dernière chance» en Lituanie.*

**Mira Grunberg și-a ținut la piept cel mai bun prieten până în ultimul moment**

Povestea ei este în același timp și povestea celor peste 9.000 de evrei uciși la Iași în anul 1941. Informațiile care vor conduce la aducerea în instanță, condamnarea și pedepsirea ucigașilor sau colaboratorilor lor, vor fi răsplătite cu 10.000\$.

0800.800.125 (linie gratuită) sau Str. Mendele, nr. 1, 92147, Ierusalim, Israel.

Dr. Efraim Zuroff Aryeh Rubin

*La grande campagne d'affichage en Roumanie fait appel aux sentiments: «Mira Greenberg a gardé son meilleur ami proche de son cœur jusqu'au dernier moment. Elle est morte lorsqu'elle avait 4 ans. Son histoire est celle des 9000 Juifs assassinés à Easy en 1941». Suivent les appels à la transmission d'informations.*

polonaise, ont été assassinés), qui ne leur ont pas confié des responsabilités cruciales dans l'exécution de la Solution finale. Toutefois, de nombreux Polonais ont participé au massacre des Juifs, bien qu'ils refusent de l'admettre, préférant promouvoir l'image d'un pays victime du nazisme.

En Roumanie, le rôle du gouvernement dans l'extermination des Juifs sur son territoire, dans les territoires annexés ainsi qu'en Ukraine, a longtemps été occulté; des déclarations récentes du président Iliescu et d'autres personnalités, affirmant que «la Shoah n'a pas eu lieu en Roumanie», confirment cette attitude. Iliescu est par la suite revenu sur cette déclaration, mais pratiquement rien n'a été fait pour informer la population roumaine des crimes perpétrés à l'époque de la guerre par son gouvernement, avec à sa tête le maréchal Antonescu, considéré jusqu'à nos jours dans certains milieux comme un héros. En fait, depuis l'accession de la Roumanie à la démocratie, pas un seul criminel de guerre nazi n'a été interrogé ni a fortiori jugé, et plusieurs de ces criminels ont même été réhabilités.

Le dossier de l'Autriche en matière de poursuite des criminels nazis est accablant: pas une seule condamnation n'a été prononcée au cours des trois dernières décennies. Toutefois, il n'y a guère lieu d'être surpris si l'on sait qu'il y a environ une quinzaine d'années,

l'Autriche a affirmé avoir été «la première victime de Hitler» plutôt que la collaboratrice dévouée de l'Allemagne dans ses crimes. (Rappelons que parmi les principaux exécuteurs de la Solution finale, on trouve de nombreux Autrichiens, dont Adolf Eichman, Franz Stangl, Artur Seyss-Inquart, Odilo Globocnik et Hitler!)

Dans la foulée de l'extension de l'Opération de la dernière chance, nous avons dû affronter pour la première fois une contestation légale fondée sur la protection des données. Des questions apparemment soulevées par des éléments nationalistes de l'extrême droite ont suscité une enquête du Bureau polonais pour la protection des données; le Bureau a contesté la légitimité du projet, arguant que le transfert d'informations concernant des citoyens polonais à un autre pays (en l'occurrence Israël) pouvait être considéré comme une violation de la loi polonaise. Nous avons été ultérieurement confrontés à une situation semblable en Hongrie.

Autre phénomène inquiétant vécu en Autriche: notre ligne ouverte a été submergée par des appels déversant des propos antisémites. Sur environ une centaine d'appels, plus de 90 provenaient de personnes ayant téléphoné pour exprimer des opinions explicitement antisémites (et souvent anti-américaines). Le plus souvent, elles déclaraient que MM. Bush



*Tréblinka. En Pologne, la collaboration locale avec les Nazis est restée impunie. (Photo: Bethsabée Süßmann)*

et Sharon étaient les «véritables criminels de guerre» et exigeaient une rétribution financière ! D'autres ont envoyé à notre bureau de Jérusalem des commentaires semblables accompagnés d'une copie de l'annonce que nous avons publiée dans le quotidien populaire *Kronen Zeitung* sous le titre «Les assassins sont parmi nous». Question récurrente dans les appels téléphoniques, les lettres et les courriers électroniques: quand les Juifs cesseront-ils de nous exploiter à cause du passé ?

Certes, des réponses antisémites ont été reçues dans presque tous les pays où nous avons opéré, mais c'est seulement en Autriche que leur nombre était aussi élevé et disproportionné par rapport aux pistes sérieuses fournies par les correspondants.

Dans les autres pays, nous avons non seulement obtenu des centaines de noms de suspects (cf. tableau ci-joint), mais également des manifestations de soutien et des informations précieuses sur le plan historique. Dans bien des cas, les personnes ayant fourni ces informations ont déclaré qu'elles ne désiraient aucune récompense, assurant qu'elles avaient agi par le sentiment du devoir. Citons pour exemple le récit suivant reçu de Lituanie et relatant le sort de la communauté juive de Panemunelis (en yiddish Panemunok), un shtetl où vivaient une centaine de Juifs. Jusqu'ici, on ignorait tout des circonstances dans lesquelles ils avaient péri pendant la Shoah. Dans sa lettre, l'informateur révèle qu'en août 1941, alors qu'il était un jeune garçon, il a été le témoin oculaire de

l'épisode suivant: il a vu passer un chariot chargé de dix Juifs, cinq de la famille Olkin et cinq de la famille Jaffe, accompagnés de quatre Litvaniens armés qu'il a nommés dans sa lettre; le chariot a pris la direction de la ville voisine de Rokiskis. Trente minutes plus tard, il a entendu des coups de fusil retentissants dans la forêt Karolishkis toute proche, et peu après il a aperçu le même chariot revenant au shtetl avec à bord uniquement les quatre Litvaniens armés et une grosse pile de vêtements à l'arrière. D'après notre informateur, qui a commencé sa lettre en précisant qu'il ne désirait aucune rétribution, deux des quatre Litvaniens n'étaient plus en vie à l'heure où il a écrit. Il s'est avéré par la suite que tous les quatre étaient déjà morts au moment où nous recevions cette information. Néanmoins, ce récit a jeté une lumière sur le sort de cette communauté juive et a pu ainsi apporter les éléments manquants de leur histoire.

Au cours de l'été 2004, l'Opération de la dernière chance a été étendue à la Croatie et à la Hongrie. Le lancement du projet en Croatie s'est déroulé dans des conditions très particulières, et ce pour trois raisons. Premièrement, le président Mesic lui-même nous a accordé une entrevue le jour du lancement

**DURING THE HOLOCAUST LATVIAN COLLABORATORS HELPED THE NAZIS MURDER CLOSE TO 100,000 LOCAL AND FOREIGN JEWS IN LATVIA AND MANY THOUSANDS ELSEWHERE**

The Simon Wiesenthal Center and Targum Shlishi are offering a

**US \$10,000 REWARD**

For information leading to the prosecution and punishment of Nazi war criminals

Help bring those responsible for these crimes to justice



Reportation of Jews from the Riga Ghetto (Yad Vashem Archives)

Contact: Simon Wiesenthal Center-Latvia: tel:736-1148  
General Prosecutor's Office:  
tel:704-4400/7044413  
tel:704-4449  
Simon Wiesenthal Center - Israel  
1 Mendele St., Jerusalem 91047  
Fax: 972-2-563-1276  
Email: swc/jerusa@wscvl.com.net.il

Dr. Elzbieta Kasoff  
Simon Wiesenthal Center  
Aryeh Rubin  
Targum Shlishi

*La campagne en Lettonie.*



Lancement de la campagne «Opération de la dernière chance» en Hongrie par le Dr Efraïm Zuroff.

pour manifester son soutien. Deuxièmement, nous avons reçu un dossier fort complet sur Milivoj Asner, ancien chef de la police Slavenska Pozega, comprenant des directives anti-juives et anti-serbes transformées en décrets par sa signature et prouvant clairement sa complicité dans les crimes de la Shoa. Troisièmement - et cet incident était en totale discorde avec les deux précédents - des menaces de morts ont été envoyées à des Juifs croates (dont les dirigeants ont choisi d'ignorer nos requêtes d'assistance) tandis que des récompenses étaient offertes pour le meurtre du ministre croate de la Justice (\$.75'000.-), de notre assistant local (le Dr Zorin Pusic du comité civique pour les Droits de l'homme - \$.50'000.-) et de moi-même (\$.25'000.-).

En Hongrie, notre travail a été contesté sur le plan légal, comme mentionné ci-dessus, et le projet a soulevé une intense polémique interne portant sur sa légitimité; les critiques étaient menées par un historien de la Shoa connu et d'origine juive. En dépit de ces difficultés, des témoignages fort compromettants ont été soumis par le frère d'un jeune Juif assassiné en 1944 à Budapest par un officier de l'Armée hongroise du nom de Karoly Zentai. Échappé en Autriche en 1950, ce dernier n'a jamais été jugé pour ses crimes. A ce jour, parmi les suspects dont les noms ont été fournis dans le cadre de l'Opération de la dernière chance, Zentai et Asner sont les deux personnes sur lesquelles pèsent des charges suffisantes pour les traduire en justice.

Alors que j'écris ces lignes début février 2005, le projet vient de démarrer en Allemagne: nous espérons qu'il récoltera le maximum de résultats dans le pays qui a été le siège du pouvoir nazi et dont les citoyens ont joué un rôle tellement crucial dans l'exécution de la Solution finale. Contrairement à l'opinion répandue, de nombreux criminels de guerre nazis ont été condamnés au cours des dernières années et nous nous permettons d'afficher un prudent optimisme concernant l'accroissement de ces condamnations à l'issue de l'Opération de la dernière chance; n'oublions pas qu'elles gardent toute leur signification,

pour le passé et pour l'avenir.

Cela dit, il est d'ores et déjà évident que la portée du projet ne peut se mesurer uniquement à des résultats judiciaires concrets. Au-delà des tentatives faites pour juger et châtier les criminels de guerre nazis, l'Opération de la dernière chance a apporté une contribution essentielle à la lutte pour l'établissement de la vérité historique dans l'Europe post-communiste, où surgissent de nouveaux narratifs nationaux (renforcés par la rédaction des manuels d'histoire) sur la Deuxième Guerre mondiale et sur la Shoa et où la question de la collaboration locale aux massacres des Juifs demeure controversée et douloureuse. A cet égard, l'Opération de la dernière chance est d'une portée considérable, non seulement pour le rétablissement de la vérité historique, mais également pour sa participation au combat contre l'antisémitisme contemporain; enfin, elle contribuera à long terme à l'instauration de meilleures relations entre Juifs et non-Juifs en Europe.

*\*Le Dr Efraïm Zuroff est chasseur de nazis, historien, spécialiste de la Shoa et directeur du bureau de Jérusalem du Centre Simon Wiesenthal de Los Angeles.*

### Opération Dernière Chance Résultats obtenus:

	Pays	Lancement	Noms reçus	Présentés aux procureurs
1	Lituanie	8 Juil. 2002	198	46
2	Estonie	10 Juil. 2002	6	-
3	Lettonie	11 Juil. 2002	43	13
4	Pologne	10 Sept. 2003	15	-
5	Roumanie	12 Sept. 2003	15	4*
6	Autriche	15 Sept. 2003	7	1*
7	Croatie	30 Juin 2004	11	1
8	Hongrie	13 Juil. 2004	7	1
9	Allemagne	26 Jan. 2005	5	-
10	Autres**		22	13
TOTAL			329	79

\* devrait être présenté sous peu

\*\* Ukraine, USA, Afrique du Sud, Canada, République tchèque

Pour plus de détails sur «Operation Last Chance» dans chacun de ces pays: [www.operationlastchance.org](http://www.operationlastchance.org)